

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 9 (1900)
Heft: 19

Artikel: Als ein Gegner des Fremdenverkehrs [...]
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-522257>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Erscheint
• • • Samstag

Paraissant
• • • le Samedi

Abonnement:

Für die Schweiz
3 Monate Fr. 2.—
6 Monate „ 3.—
12 Monate „ 5.—

Für das Ausland:
3 Monate Fr. 3.—
6 Monate „ 4.50
12 Monate „ 7.50

Verbands-Mitglieder erhalten das Blatt gratis.

Inserate:

7 Cts. per 1 spaltige Millimeterzeile oder deren Raum. — Bei Wiederholungen entsprechend Rabatt. Vereins-Mitglieder bezahlen 3 1/2 Cts. netto per Millimeterzeile oder deren Raum.



Organ und Eigentum des

9. Jahrgang | 9^{te} Année

Organe et Propriété de la

Schweizer Hotelier-Vereins

Société Suisse des Hôteliars

Abonnements:

Pour la Suisse:
3 mois Fr. 2.—
6 mois „ 3.—
12 mois „ 5.—

Pour l'Étranger:
3 mois Fr. 3.—
6 mois „ 4.50
12 mois „ 7.50

Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.

Annonces:

7 Cts. par millimètre-ligne ou son espace. Rabais en cas de répétition de la même annonce.

Les Sociétaires payent 3 1/2 Cts. net par millimètre-ligne ou son espace.

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel * TÉLÉPHONE 2406 * Rédaction et Administration: Sternengasse No. 21, Bâle.

Bis auf weiteres

können Anmeldungen von Annoncen in die neue Auflage des Fremdenführers, „Die Hotels der Schweiz“ noch von Orten mit den Anfangsbuchstaben

V bis Z

angenommen werden.

Das Centralbureau.

Jusqu'à nouvel avis

peuvent encore être admises les commandes d'annonces pour la nouvelle édition du Guide d'étrangers: „Les Hôtels de la Suisse“ pour les localités dont les noms commencent par les lettres

V à Z.

Le Bureau central.

Extrait du „Times“.

Le numéro du 2 mai publie la correspondance suivante:

A l'éditeur du „Times“

Monsieur,

Sous ce titre „Violences suisses à l'égard des visiteurs anglais“, un journal anglais a publié il y a quelques jours une correspondance d'après laquelle il serait actuellement difficile pour les Anglais de voyager en Suisse sans s'exposer à être l'objet d'insultes ou même de violences, et qui recommande instamment aux dames anglaises en particulier, en présence des offenses graves dont elles seraient menacées, de renoncer cette année à visiter nos contrées.

Ce sont là des accusations monstrueuses, et j'aurais honte de mes compatriotes si elles étaient fondées. Mais elles sont au contraire absolument dénuées de tout fondement, à tel point que je ne puis m'empêcher de penser qu'elles ont été proférées sans aucun fait à l'appui et dans l'ignorance complète du caractère national, pour des motifs qui n'ont rien à faire avec la controverse au sujet de la guerre du Transvaal. Elles constituent à l'adresse de notre peuple une insulte aussi frivole que grossière contre laquelle je proteste de toute mon énergie.

Il est indéniable que les opinions varient en Suisse sur la guerre actuelle, et en présence de notre histoire nationale, on pouvait s'attendre à voir nombre de mes compatriotes accorder leurs sympathies aux Bors. Cela n'a rien que de naturel, et je suis persuadé qu'aucun Anglais raisonnable et équitable n'en sera surpris. D'autre part, il me sera permis de rappeler qu'au dire de M. le professeur Max Müller (Times du 20 avril) „une des meilleures publications qui aient paru du point de vue anglais sur la guerre du Transvaal émane d'un Suisse éminent, M. Naville“, et que tout récemment, M. R. Toggenburger à Zürich a publié également une brochure traitant des causes de la guerre au point de vue anglais. J'ose même affirmer qu'il n'y a pas de pays au monde où les hauts faits politiques, littéraires et économiques du peuple anglais rencontrent une approbation aussi unanime, aussi sincère, aussi cordiale, je dirai même aussi enthousiaste que précisément en Suisse, et qu'aucune nation est plus pénétrée de cette vérité, à savoir que tout ébranlement notable de la puissance et de l'influence de l'empire britannique équivaudrait à un préjudice grave porté aux intérêts de la civilisation générale. Nous savons aussi que si jamais, comme aux temps de Napoléon I^{er}, les ombres du despotisme devaient s'étendre à nouveau sur l'Europe, l'Angleterre serait comme alors le dernier et le plus puissant rempart de la liberté.

La question du Transvaal est une affaire d'appréciation politique au sujet de laquelle — je le répète — l'opinion de nombre de Suisses peut différer de celle de la majorité du peuple anglais. Mais vous pouvez être certain que le peuple suisse, abstraction faite de ces divergences d'opinion sur les motifs de la guerre, est animé encore aujourd'hui des sentiments de cordiale amitié qu'il a témoignés de tout temps à la nation anglaise.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Dr. H. Heller,

Président de la ville de Lucerne, Membre du Conseil national suisse.

Comment cela rime-t-il?

Les Financial News de Londres publient actuellement des circulaires dans lesquelles on lit entre autres ce qui suit:

„Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur notre numéro spécial pour les vacances d'été 1900“. Nous avons l'intention, en effet, de consacrer une grande partie de ce numéro aux stations sanitaires et de plaisance du continent européen, et nous vous invitons d'une manière pressante à nous remettre vos ordres pour l'insertion de votre maison. (Suit le tarif des annonces, etc.)

Ces mêmes Financial News viennent de publier un article auquel nous empruntons les lignes suivantes:

Il est assez certain que les Anglais qui se préparent à visiter la Suisse cette année y seront exposés à des désagréments sans nombre, et pourront s'estimer heureux s'ils parviennent à reprendre le chemin de leur patrie sans avoir été l'objet d'insultes grossières ou même de violences. Depuis le commencement de l'année, plusieurs agents bors ont organisé dans ce but une campagne régulière sous la tolérance, pour ne pas dire avec la coopération active des autorités suisses; et l'on peut dire qu'à l'heure qu'il est, sans exagération aucune, les Anglais et les Anglaises ne sont plus à l'abri des insultes et des violences dans aucune partie de la république. Dès qu'une nouvelle annonçant une soi-disant victoire des Bors apparaît n'importe où, on s'empresse de la porter à la connaissance de tous les Anglais qui séjournent dans le voisinage, et cela dans les termes les plus offensants. On les poursuit dans les rues avec force vociférations. Il est probable qu'en été on organisera de véritables chasses à l'Anglais, et que la protection de la police sera refusée ou tout au moins accordée tardivement et à regret. (!) Il est à prévoir que sur les routes de montagne, on refusera systématiquement aux touristes anglais tout confort dans les diligences, et les agents bors vont jusqu'à proclamer que nombre d'hôtels refuseront absolument de recevoir des visiteurs anglais. Ce ne sera pas le cas, naturellement, à Lucerne où la concurrence est grande; mais dans les nombreux hôtels des cols et sommets, l'Anglais se verra sans doute obligé de tirer son dîner de son sac et de dormir à la belle étoile. C'est là effectivement une question très grave, et bien que nombre d'Anglais tiennent à satisfaire leur désir de voir la Suisse même au risque de se voir pourchassés, on ne saurait cependant trop insister sur l'impossibilité d'amener cette année des dames en Suisse. Dans l'état actuel de l'opinion publique en Suisse, habituellement excitée par les agents bors, les dames sont tellement exposées à être molestées et même insultées, qu'il ferait décidément mieux d'éviter ce danger. Nous devons ajouter que les prescriptions douanières seront appliquées aux touristes anglais avec la dernière rigueur. Il faudra ouvrir chaque malle, et les Anglais

auront à subir le maximum d'ennuis et de chicanes, uniquement par suite de l'idée qui s'est emparée actuellement de la population suisse que les Anglais, hommes et femmes, sont l'incarnation vivante du malin.“

Les Financial News ont oublié seulement d'ajouter: „Tout cela ne doit empêcher aucun hôtelier suisse de nous commander une annonce pour notre numéro spécial des vacances 1900“. — Espérons que malgré cela, les ordres venant de la Suisse n'en seront pas moins nombreux!

Berliner Kellner-Kongress.

Auf dem zu Berlin stattgehabten Kellner-Kongress wurden folgende Resolutionen angenommen:

„Die tägliche Arbeitszeit des gesamten Hilfspersonals über 16 Jahre im Gastwirtsberuf darf 12 Stunden nicht überschreiten und kann mit Rücksicht auf den Geschäftsgang auf 15 Stunden, einschliesslich der Pausen, verteilt werden, so dass eine neunstündige Ruhezeit innerhalb 24 Stunden verbleibt. Ueberschreitungen der regelmässigen Arbeitszeit sind in Betracht der zur Verfügung stehenden Hilfskräfte nicht zugelassen. Dem gesamten gastwirtschaftlichen Hilfspersonal ist eine regelmässige, wöchentlich wiederkehrende, ununterbrochene Ruhezeit von 36 Stunden zu gewähren, welche alle vier Wochen auf einen Sonntag zu fallen hat.“

Da erwiesenermassen die Beköstigung der Angestellten im Gastwirtsberuf vielfach sehr mangelhaft ist, ersucht der Kongress alle Gehilfen in diesem Gewerbe, der Fachpresse derartige Lokale anzugeben, wo die Kost für die Angestellten ungenügend oder ungeniessbar verabreicht wird. Ferner ist erwiesen, dass die Lage sowie die Beschaffenheit der Wohnungen in sanitärer Hinsicht vielfach einer Verbesserung bedürfen; desgleichen sei darauf hingewiesen, dass die momentan bestehenden Hausordnungen sehr oft in Widerspruch stehen mit dem § 134b der Gewerbeordnung und sehr häufig Bestimmungen enthalten, die den Angestellten in der hässlichsten Weise herabwürdigend. Der Kongress ersucht daher angesichts der Thatsachen die Reichsregierung, folgende Bestimmungen als Gesetz zu erlassen: Die Betriebe des Gastwirtsberufes sind einer Gewerbeinspektion, ähnlich der in den Betrieben der Fabriken, zu unterstellen, mit der Erweiterung jedoch, dass nicht nur die Betriebs- und Arbeits-, sondern auch die Wohnräume zu untersuchen sind. In Bezug auf die „Hausordnungen“ ist zu verlangen, dass die §§ 134 bis 134g der Reichsgewerbeordnung auf die Betriebe des Gastwirtsberufes Anwendung finden. Ausserdem müssen in den Hausordnungen oder anschliessend an diese ausser der Arbeitszeit die Ruhetage der einzelnen Arbeiter vermerkt sein. Insbesondere ist eine gesetzliche Bestimmung notwendig, die den zur Regel gewordenen oft horrenden Geldstrafen, die in seltenen Fällen zum Nutzen der Angestellten verwendet werden, eine Beschränkung auferlegt und die Strafgeder unter die Kontrolle der Arbeitnehmer stellt.“

Demnächst wurde eine Resolution gefasst, die die Aufhebung des Stehwanges für Kellner verlangt.

Dann kam folgende Resolution zur Lohn- und Trinkgeldfrage zur Annahme:

„Die Lösung der schwierigen Frage liegt allein in den Händen der Trinkgeldgeber — der Gäste; denn es kann ohne weiteres angenommen werden, dass das Trinkgeld im allgemeinen so lange genommen, als es gegeben wird. Durch Einstellung des Trinkgeldgebens ergibt sich die Lösung von selbst. Da nun die Einnahme durch das Trinkgeld im Sinken begriffen ist und die Annahme nahe liegt, dass

das Publikum, wenigstens ein ausschlaggebender Teil desselben, sich entschliessen könnte, diese ungerechte Besteuerung in Zukunft abzulehnen, so weist der Fachkongress die Gehilfen auf den grossen Schaden hin, den sie erleiden würden, wenn das Trinkgeld aufhört, ohne dass ein entsprechendes Gehalt an seine Stelle tritt. Der Kongress fordert deshalb die Kollegen auf, einer etwaigen Unterdrückung des Gehalts, Heranziehung zu den Kosten für andere Arbeitskräfte, zur Erhaltung des Inventars (Bruchgeld) u. s. w. entgegenzutreten und für eine Aufbesserung des Verdienstes durch ein allmählich steigendes festes Gehalt zu wirken. Zu diesem Zweck sind die Gehilfen in die einzelnen Orten verpflichtet, unter möglicher Berücksichtigung einheitlicher Bestimmungen für ganz Deutschland einen Lohntarif aufzustellen. Der Kongress erwartet, da auf eine gesetzliche Bestimmung eines Minimal-Arbeitslohnes, so wünschenswert dieselbe auch sei, vorläufig nicht gerechnet werden kann: 1. Von der Regierung ein Gesetz bezw. Verordnung, wonach es den Unternehmern im Gastwirtsberuf bei Strafe untersagt ist, ihren Gehilfen irgendwelche Bezahlung aufzuerlegen, die gewöhnlich durch die Namen „Bruch“, „Reinigungskosten“, „Hilfskräfte“ oder welche Bezeichnung es immer sei, ausgedrückt wird; 2. a. eine von der Regierung und den Kommunalbehörden zu erlassende Verordnung, dass in allen mittelbar oder unmittelbar unter ihnen stehenden Betrieben, als Eisenbahn-Restaurations, Kurhäusern, Ratskellern u. s. w. die Bezahlung der Arbeitskräfte eine solche sein muss, dass sie den Angestellten enthebt, auf ein Einkommen von Trinkgeldern angewiesen zu sein; 2b. oder wenigstens die Pächter zur Zahlung des jeweilig festgesetzten Lohntarifs kontraktlich verpflichtet. Des Weiteren ersucht der Kongress die Öffentlichkeit und die ihr dienende Presse um Unterstützung in dieser Sache. Insbesondere appelliert er an die Besucher der Gastwirtschaften, dahin zu wirken, dass in den Wirtschaften, in welchen sie verkehren, der von den Gehilfen aufgestellte Lohnsatz anerkannt wird.

Ueber das Lehrlingswesen wurde folgende Resolution angenommen:

„Der erste Fachkongress aller Angestellten im Gastwirtsberuf Deutschlands erblickt in den Vorschlägen der Kommission für Arbeiter-Statistik in keiner Weise genügenden Schutz für Lehrlinge und jugendliche Arbeiter, erwartet daher von den gesetzgebenden Körperschaften, insbesondere von den Mitgliedern des Reichstags ihren Einfluss dahin einzusetzen, dass folgende Bestimmungen getroffen werden: 1. den Lehrlingen und jugendlichen Arbeitern unter 16 Jahren ist innerhalb 24 Stunden eine ununterbrochene Ruhezeit von mindestens zehn Stunden zu sichern. 2. Ausserdem müssen diesen Arbeiterkategorien Pausen von insgesamt vier Stunden täglich einschliesslich einstündiger Essenszeit bewilligt werden. 3. Nach 10 Uhr abends und vor 6 Uhr morgens dürfen Lehrlinge und jugendliche Arbeiter nicht beschäftigt werden. (Schluss folgt.)“

Als ein Gegner des Fremdenverkehrs erwies sich in einer in Lana bei Meran kürzlich stattgefundenen Wählerversammlung der Abgeordnete Franz v. Zallinger-Stillendorf. Zallinger meinte, für Tirol bringe das Fremdenwesen kein Glück, man könne nur das davon haben, dass die Lebensmittel und Wohnungen teurer würden, die landwirtschaftlichen Dienstboten nicht mehr so leicht zu haben seien, die alten Tiroler Bräute verschwänden. Hierauf haben über 100 Wähler von Lana an diesen „Volksvertreter“ einen offenen Absagebrief gerichtet, in welchem sie ihn errieten, dass gegenüber den von ihm erwähnten, hier und da auftretenden Schattenseiten der Fremdenverkehr auch einige Lichtseiten besitze, und dass derselbe dem Lande Tirol bereits über 100 Millionen Gulden eingebracht habe. Zum Schluss wurde Herr v. Zallinger höchlichst aufgefodert, sein Mandat „zum Vorteile der Bevölkerung chestens niederzulegen“.